

Quant aux affaires intérieures du Vietnam du Sud, on s'accorde sur le principe de base: celles-ci doivent être réglées par les Sud-Vietnamiens eux-mêmes sans aucune intervention étrangère. . . .

J'ai dit que nous n'étions pas parmi les belligérants dans ce malheureux conflit. Nous regrettons que l'ONU soit incapable de remplir le rôle que prévoit la charte. La faute n'en est pas imputable à un pays comme le Canada ni à un membre des Nations Unies. De grandes questions sont en cause et, dans l'évaluation du problème, le gouvernement a dû tenir compte de certaines conséquences qui pourraient se présenter plus tard en Asie et qui seraient semblables à celles qui survinrent à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

A mon avis, nos relations avec l'Union soviétique reposent maintenant sur des bases beaucoup plus solides. Je crois que la menace de conflit entre l'Union soviétique et l'Occident s'est largement atténuée. Toutefois, il y a une crise de confiance en Asie et le Canada, à titre de membre de la Commission internationale, a fait l'impossible pour s'acquitter de ses responsabilités. Le Canada est disposé à faire ce qu'il peut pour mettre ses ressources au service du progrès économique de cette région malheureusement instable, si seulement la paix pouvait y régner. Et la paix n'est possible que si les parties adverses veulent bien entamer des pourparlers fructueux.

Je puis assurer la Chambre que le gouvernement a fait l'impossible pour provoquer des entretiens qui préluderaient à des négociations menant, nous l'espérons, à la paix en Indochine.

## Les relations financières canado-américaines

*Le ministre des Finances, l'honorable Mitchell Sharp, a fait le 27 janvier 1965, à la Chambre des communes, la déclaration suivante:*

Les honorables représentants se souviennent que, depuis plus d'une décennie, le Canada dépense plus à l'étranger qu'il n'y gagne. Le déficit s'est élevé jusqu'à un milliard et demi de dollars en 1959. En 1963 et en 1964, il avait baissé à environ un demi-milliard, mais en 1965, il est remonté à un milliard de dollars et cette année, il sera probablement un peu plus élevé encore.

En période de prospérité, comme maintenant, lorsque nos ressources sont presque complètement utilisées, ce déficit de compte courant, et l'importation de capitaux qui l'accompagne, permettent à notre pays de s'accroître et de se développer plus rapidement qu'il ne le pourrait autrement. Bien entendu, nous ne pouvons nous permettre ces déficits importants et répétés que parce que nous pouvons les financer.

Mais d'où viennent ces capitaux? C'est seulement aux États-Unis que nous pouvons espérer trouver des particuliers qui consentent à placer des capitaux à long terme en quantités nécessaires pour financer cet excès continu et important de nos paiements internationaux courants par rapport à nos recettes internationales.